



## Entretien avec Camille Peugny : Le nouveau visage des classes sociales

**Résumé :** Vivons-nous encore dans une société de classes sociales ? Pour Camille Peugny, l'approche en termes de classes sociales reste essentielle pour comprendre la nature des inégalités dans les sociétés d'aujourd'hui, même si le processus de stratification est multidimensionnel. Cela suppose d'analyser les recompositions de la structure sociale et les nouvelles formes de polarisation qui émergent. Pour saisir ces transformations, les sociologues doivent s'appuyer sur des enquêtes de terrain, mais aussi sur des travaux quantitatifs mobilisant des échantillons de grande taille, afin d'avoir une vue d'ensemble plus précise du paysage social.

Camille Peugny est Maître de conférences HDR en sociologie à l'Université Paris 8 et chercheur au CRESPPA (Centre de Recherches Sociologiques et Politiques de Paris). Spécialiste de la stratification sociale et des inégalités, ses recherches portent sur la mobilité sociale et les inégalités entre les générations (*Le déclassement*, Grasset, 2009), la reproduction sociale (*Le destin au berceau. Inégalités et reproduction sociale*, Seuil, 2013), le rapport au politique des classes populaires. Il travaille actuellement sur les transformations des classes populaires et mène une enquête de terrain auprès de femmes de ménage employées par une grande entreprise de services à la personne. Lors du 7<sup>ème</sup> congrès de l'Association Française de Sociologie en juillet dernier, il a participé à une table ronde intitulée "À quoi bon parler encore de classes sociales ?".

### 1) Le concept de classe sociale est-il encore pertinent pour analyser la société française d'aujourd'hui ?

La société française reste et a toujours été une société de classes sociales. Le rôle des sciences sociales et de la sociologie en particulier est ensuite de donner du contenu, à la fois empirique et théorique, à ce concept de classe sociale. Il me semble qu'en France tout le débat sur la disparition des classes sociales est nourri par une ambition théorique très forte. L'existence des classes sociales est toujours renvoyée à la théorisation initiale de Marx qui met l'accent sur la conscience de classe. Mais lorsqu'on parle de classes sociales aujourd'hui, ce n'est évidemment pas tout à fait dans le même sens qu'il y a un siècle ou même qu'il y a trente ans. Comment pourrait-on les définir alors ? Selon moi, la société française est une société de classes sociales, tout simplement parce qu'il existe en son sein des univers de vie encore assez largement disjoints. Il suffit d'observer les pratiques culturelles, la consommation, le départ en vacances ou beaucoup d'autres indicateurs pour le constater. C'est une définition simple et assez empirique des classes sociales. Dire que la société française demeure, comme les autres sociétés occidentales, structurée en classes sociales n'est donc pas seulement une affaire de conviction personnelle, ce sont les données qui le montrent.

Il n'en reste pas moins que les rapports sociaux, le contenu ou le contour des classes sociales évoluent, en lien avec les transformations de la société, ce que les chercheurs en sciences sociales et en sociologie se doivent aussi d'analyser. Il y a quarante ans, on parlait de la classe ouvrière

pour désigner les salariés qui se trouvent dans une position subalterne et qui subissent une forme de domination dans le monde du travail, car ces salariés travaillaient principalement dans des usines. Aujourd'hui, on parle des classes populaires du tertiaire, car désormais ce sont pour une grande part des employés des services qui sont dans cette situation, comme l'illustre un récent reportage de Cash Investigation sur les conditions de travail chez Lidl et Free<sup>1</sup>.

Parallèlement, il s'est produit ce qu'Olivier Schwarz nomme un processus d'«acculturation scolaire des classes populaires»<sup>2</sup>. Au cours des trente dernières années, la durée de scolarité moyenne des enfants d'ouvriers a augmenté de trois ans, ce n'est pas rien. En 2012, 20 % des ouvriers en France étaient bacheliers, contre 4 ou 5 % il y a 25 ans. Cette acculturation des classes populaires à la culture scolaire, qui est aussi en partie une culture des classes moyennes, doit être prise en compte dans l'analyse. Par conséquent, il faut toujours penser les classes populaires en termes de domination, sur le marché du travail en particulier, mais aussi en termes d'extraversion, ce qui complique le paysage. Cela nécessite d'être d'autant plus rigoureux dans les théories que l'on va mobiliser.

De même, il faut étudier les transformations des catégories supérieures, dont la position privilégiée dans l'espace social repose sur le cumul de ressources de différents types : diplôme, revenus et patrimoine, capital symbolique, etc. Aujourd'hui, les comportements autoségrégatifs et les choix de scolarisation d'une fraction des classes supérieures participent à un durcissement des frontières sociales et à la persistance d'une forte reproduction sociale.

## **2) Quelles recompositions se sont opérées dans la structure sociale ? Observe-t-on de nouvelles formes de polarisation sociale ?**

D'abord, la structure sociale a été profondément transformée par ce que j'ai déjà évoqué, à savoir l'acculturation scolaire, une diffusion de la culture scolaire au sein de la société y compris parmi les classes populaires. C'est une première dimension très importante à prendre en compte dans l'analyse de la structure sociale.

Ensuite, au sein des classes populaires, les employés et les ouvriers, qui représentent encore la moitié de la population active, s'est opéré un clivage grandissant entre l'emploi qualifié et l'emploi non qualifié. Thomas Amossé et Olivier Chardon par exemple ont montré dans un article de 2006<sup>3</sup> que les non qualifiés forment, parmi les ouvriers et les employés, un groupe de salariés à part, avec des conditions d'emploi et de travail spécifiques. Ils cumulent les facteurs de désavantages sociaux : une surreprésentation des femmes, des étrangers et des immigrés, des non diplômés. Leur intégration professionnelle est beaucoup plus fragile que celle des employés et ouvriers qualifiés : ils sont beaucoup plus fréquemment en CDD, à temps partiel, confrontés au risque de pauvreté. Ces emplois non qualifiés concernent environ la moitié des employés et un tiers des ouvriers<sup>4</sup>. L'emploi non qualifié industriel ayant reculé, ils sont désormais majoritairement dans le secteur des services, notamment les services à la personne (aides à domicile, personnel de ménage, etc.), la vente, la restauration.

---

<sup>1</sup> ["Travail : ton univers impitoyable"](#), Cash investigation, France 2, 26 septembre 2017.

<sup>2</sup> Olivier Schwartz, *La notion de «classes populaires»*, mémoire d'habilitation à diriger des recherches en sociologie, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, février 1998. Extraits publiés sur le site *La Vie des Idées* : ["Peut-on parler des classes populaires"](#) (2011).

<sup>3</sup> Thomas Amossé et Olivier Chardon, ["Les travailleurs non qualifiés : une nouvelle classe sociale ?"](#), *Economie et Statistique* n° 393-94, novembre 2006.

<sup>4</sup> D'après les [données de l'Enquête Emploi de l'Insee de 2016](#), 40 % de l'ensemble des employés et des ouvriers en emploi sont [non qualifiés](#), soit 20 % du total des actifs occupés. Le nombre d'employés non qualifiés atteignait 3,5 millions en France en 2016.

Le troisième phénomène très important est effectivement le retour d'une certaine forme de polarisation de la structure sociale. On a longtemps cru, dans les années 1970-80, à l'avènement d'une société moyenne, une société de la connaissance dans laquelle les emplois les plus pénibles auraient disparu. Or, l'observation de l'évolution de la structure des emplois depuis une trentaine d'années montre que, certes les emplois très qualifiés ont fortement progressé, mais c'est aussi le cas des emplois les moins qualifiés des services<sup>5</sup>. Si le progrès technologique a participé à la réduction du nombre d'ouvriers dans l'industrie, c'est loin d'être encore le cas dans les services : jusqu'à présent, aucun robot ne peut se substituer totalement à une femme de ménage, à une aide à domicile ou à une nourrice. Pourquoi cette concomitance de la hausse des emplois très qualifiés d'un côté et des emplois faiblement qualifiés des services de l'autre côté ? Les salariés les plus qualifiés vendent très cher leurs compétences sur le marché du travail, ils sont donc en mesure d'acheter le temps de travail d'autres salariés peu qualifiés pour s'occuper de leurs enfants ou de l'entretien de leurs maisons. En France, cette évolution a aussi été encouragée par les politiques publiques de soutien aux emplois de services à la personne.<sup>6</sup>

Enfin, la mondialisation des échanges est aussi source de nouveaux clivages<sup>7</sup>. Des formes de polarisation apparaissent au sein d'un même groupe d'emploi, en fonction du degré d'exposition aux effets de la mondialisation. Par exemple, la profession d'employé de bureau, que l'on trouve au niveau le plus détaillé de la nomenclature des catégories socioprofessionnelles de l'Insee, n'est pas exercée dans les mêmes conditions selon que le salarié est employé de bureau dans une administration encore relativement protégée, dans une agence bancaire ou dans une usine de métallurgie soumise à la concurrence internationale. Avec la mondialisation, des inégalités intracatégorielles ont vu le jour, le secteur d'activité vient encore compliquer la mosaïque.

### **3) Comment repérer empiriquement ces recompositions dans la structure sociale pour les analyser ?**

Pour bien décrire le paysage des classes sociales de la société actuelle, on a besoin de deux types de travaux. Il faut d'abord des travaux ethnographiques, de terrain, qui donnent à voir finement les conditions d'emploi, de travail, de vie, d'un type particulier d'ouvrier, d'employé, ou de cadre. Il existe aujourd'hui de nombreux travaux monographiques qui permettent d'éclairer les conditions de travail et d'emploi d'un certain nombre de catégories : les ouvriers de la RATP (Martin Thibault), les aides à domicile (Christelle Avril), les caissières (Sophie Bernard, Marlène Benquet), les travailleurs du nettoyage (Cristina Nizzoli), du bâtiment (Nicolas Jounin), etc.

Ensuite, il faut des travaux quantitatifs, qui utilisent les données statistiques disponibles, pour essayer de donner une vue d'ensemble du paysage social. Les chercheurs en sciences sociales ont à leur disposition des matériaux empiriques pour mener ce type de travaux : les données des grandes enquêtes de la statistique publique, type Insee, et celles de grandes enquêtes européennes internationales, comme l'European Social Survey, qui certes portent sur des échantillons de taille beaucoup plus réduite, mais qui sont répétées dans le temps et permettent, en cumulant les différentes vagues, de construire des échantillons plus larges. Car seuls les échantillons suffisamment grands rendent possible une observation des écarts à l'intérieur des catégories traditionnelles.

---

<sup>5</sup> Selon la Dares, les métiers dans lesquels l'emploi a le plus progressé en France entre les années 1982-84 et 2012-2014 sont d'abord les aides à domicile, aides ménagères et assistantes maternelles (+671 000) et ensuite les cadres des services administratifs, comptables et financiers (+412 000). Source : ["Comment ont évolué les métiers en France depuis 30 ans ?"](#), *Dares Analyses* n° 003, janvier 2017.

<sup>6</sup> Sur la question de la polarisation des emplois, nous renvoyons aussi à l'étude récente de l'économiste Gregory Verdugo : [Les nouvelles inégalités du travail. Pourquoi l'emploi se polarise](#), Blog de l'OFCE, 10 octobre 2017.

<sup>7</sup> Voir Anne-Catherine Wagner, *Les classes sociales dans la mondialisation*, La Découverte, coll. Repères, 2007.

Il me paraît très important de tenir cette étude des classes sociales par les deux bouts, une approche ethnographique et une approche quantitative. L'un des enjeux actuellement pour les sciences sociales, et pour la sociologie en particulier, est plutôt de développer l'approche quantitative, car les travaux sont moins nombreux et qu'on a désormais, me semble-t-il, quelques données qui permettent de le faire.

#### **4) Peut-on le faire avec la nomenclature des PCS de l'Insee dont la construction semble mal refléter les nouveaux clivages inter ou intracatégoriels que vous avez mentionnés ?**

La nomenclature des PCS de l'Insee permet de descendre aux niveaux les plus fins. Elle distingue, au niveau le plus désagrégé (trois chiffres et une lettre), plusieurs centaines de professions, très variées. Le chercheur peut alors faire les regroupements qui lui semblent pertinents. C'est la même chose pour les nomenclatures européennes : elles reposent – c'est le cas de la future nomenclature socioéconomique européenne (ESeG, European Socio-economic Groups) – sur la classification internationale des professions de l'OIT, l'ISCO (International Standard Classification of Occupations), qui distingue elle aussi des centaines de professions à son niveau le plus fin. Le problème vient davantage de la taille des échantillons comme je le disais que de la disponibilité de données. Dans beaucoup d'enquêtes, il n'est pas possible d'exploiter le niveau très désagrégé car les effectifs sont trop faibles dans les catégories.

Le niveau agrégé des PCS repose sur des clivages qui ont peut-être un peu vieilli, mais, pour peu qu'on ait les échantillons de taille suffisante, il est toujours possible de descendre à un niveau plus détaillé de la nomenclature. C'est une approche assez pragmatique de l'usage des nomenclatures. Le chercheur peut reconstituer des catégories qui ont du sens, en croisant le niveau le plus désagrégé des professions avec d'autres variables qui semblent aujourd'hui importantes, comme le secteur d'activité.<sup>8</sup>

#### **5) Vous avez appliqué cette démarche dans votre recherche sur la participation électorale des classes populaires. En quoi ce travail montre-t-il l'intérêt d'une nouvelle approche des nomenclatures et l'actualité du concept de classe sociale ?**

Pour illustrer la portée du concept de classe sociale, il faut trouver des indicateurs. L'un des indicateurs peut être le vote ou la participation électorale et c'est d'autant plus important qu'on utilise souvent l'argument de la fin du vote de classe – une thèse développée par certains spécialistes de la sociologie électorale – pour enterrer les classes sociales. On a tendance à penser que, dans les années 1960-70, tous les ouvriers votaient à gauche, tous les cadres à droite et que la classe sociale d'appartenance prédisait le vote, alors qu'aujourd'hui le comportement politique des ouvriers serait beaucoup plus diversifié qu'hier, avec la montée de l'abstention, du vote FN, le fait que beaucoup d'entre eux se détournent de la gauche. Or c'est oublier qu'une part non négligeable des ouvriers a toujours voté à droite – le vote ouvrier pour le Front national viendrait d'une radicalisation de la fraction conservatrice de la classe ouvrière<sup>9</sup>. La diversité de la classe ouvrière dans le rapport au politique a en réalité toujours existé.

Il est possible de saisir l'hétérogénéité des classes populaires et de montrer l'effet de l'univers professionnel sur le vote, à condition, une fois encore, de considérer des catégories

---

<sup>8</sup> Dans le même sens, Cédric Hugrée propose de recourir à des tables de mobilité détaillées construites à partir du niveau 2 de la nomenclature des PCS, afin d'observer plus finement les déplacements sociaux entre générations et de mieux articuler études quantitatives et qualitatives de la mobilité sociale. Voir sur SES-ENS : [La mobilité intergénérationnelle des actifs au début des années 2010](#) (novembre 2016).

<sup>9</sup> Voir Florent Gougou, "[Les mutations du vote ouvrier sous la Ve république](#)", *Nouvelles Fondations*, 2007/1, n° 5, p.15-20.

professionnelles relativement fines. Dans les sondages classiques, qui portent sur 1 000 personnes et ne peuvent raisonner qu'à partir de grands agrégats abstraits, on va trouver effectivement un comportement électoral très divers parmi les ouvriers, les employés ou les cadres, et conclure que la classe sociale n'explique plus le vote. Même les enquêtes du Cevipof auprès de quelques milliers de personnes permettent au mieux de distinguer les ouvriers qualifiés des ouvriers non qualifiés. Tandis qu'en utilisant les données de l'enquête sur la participation électorale de l'Insee par exemple, comme je l'ai fait pour mon étude sur la participation électorale des ouvriers et des employés<sup>10</sup>, on est en mesure, avec un échantillon d'environ 40 000 personnes, de distinguer une quinzaine de catégories d'ouvriers et d'employés dans l'analyse des données, avec des résultats statistiquement significatifs. Ces distinctions fines, également possibles en compilant de plusieurs vagues de l'Enquête Sociale Européenne, font apparaître de fortes disparités dans le rapport au vote parmi les ouvriers et les employés. Certaines catégories, les employés les moins qualifiés des services aux particuliers, les ouvriers du bâtiment, restent éloignées du vote, contrairement à d'autres catégories comme les employés administratifs ou les ouvriers de la grande industrie. Cette stratification interne aux classes populaires en matière de comportements politiques n'est pas seulement liée au degré de qualification ou au type de contrat de travail. Elle s'explique aussi par les conditions d'exercice de l'emploi et l'insertion dans un collectif de travail dans la mesure où une partie du rapport au politique se noue dans le cadre professionnel. De nos jours, les catégories populaires qui connaissent la plus forte augmentation numérique sont aussi les plus fragiles et les plus isolées dans le travail, ce qui explique leur faible politisation et renforce leur invisibilité dans le champ politique.

Par conséquent, un enjeu très important dans l'étude des processus de stratification sociale est d'abandonner les analyses réalisées à partir de cinq ou six très grands agrégats et de descendre à un niveau plus fin des nomenclatures, en mobilisant des échantillons de grande taille. A ce niveau, on peut encore observer des effets très forts des univers professionnels et du vote de classe.

**6) Un certain nombre de recherches sur la stratification sociale se sont orientées vers l'analyse d'autres clivages, par exemple de genre ou d'origine ethnique. Vous avez-vous-même fait des travaux sur clivages générationnels en matière de mobilité sociale, où vous avez mobilisé le concept de déclassement. Comment articuler les différents critères d'analyse des inégalités avec une approche en termes de classes sociales ?**

Nous savons bien depuis Max Weber que la stratification est multidimensionnelle. Aujourd'hui, la notion d'intersectionnalité, qui nous vient du féminisme américain, nous enseigne la nécessité de penser ensemble les inégalités de classe, de race et de sexe. Le travail de déconstruction statistique que l'on vient d'évoquer illustre parfaitement dans le cas des employés. En descendant à un niveau fin, on repère différentes catégories de salariés. Des catégories, d'abord, où les salariés sont d'âge moyen voire relativement âgés, plus diplômés que la moyenne des employés et où les immigrés sont peu nombreux : il s'agit essentiellement des employés administratifs du privé et de leurs homologues stables du public. Des catégories massivement féminines ensuite, peu diplômées et où les immigrées et étrangères sont nombreuses : il s'agit des services à la personne, et singulièrement des activités de ménage et de nettoyage. Ces salariées sont par ailleurs plutôt âgées. Les agents de service du public présentent un profil similaire du point de vue de l'âge et des diplômes, mais les salariés immigrés sont peu nombreux. On repère

---

<sup>10</sup> Camille Peugny, ["Pour une prise en compte des clivages au sein des classes populaires. La participation politique des ouvriers et des employés"](#), *Revue française de science politique*, 2015/5, vol.65, p.735-759. Les principaux résultats de cette étude sont présentés dans cet autre article de Camille Peugny : ["Loi des urnes. L'exclusion politique des classes populaires"](#), *Métropolitiques*, 23 mars 2017.

aussi des catégories masculines dans lesquelles les immigrés sont nombreux : les agents civils de sécurité et les employés de l'hôtellerie-restauration. Cette dernière catégorie est jeune et assez polarisée du point de vue des diplômes, mais les immigrés appartiennent clairement à la fraction moins diplômée de ces métiers. Les employés de la vente, quant à eux, sont aujourd'hui une catégorie jeune et plutôt diplômée.

Au-delà de cet exemple, nous savons aujourd'hui à quel point les inégalités font système et se renforcent mutuellement. Rendre compte de la multidimensionnalité du processus de stratification sociale tout en conservant une approche classiste, voilà un enjeu important pour les sciences sociales. Je pense que c'est possible, encore une fois, du point de vue quantitatif, car les données existent : au chercheur de se montrer rigoureux et inventif.

Entretien réalisé par Anne Châteauneuf-Malclès pour SES-ENS : <http://ses.ens-lyon.fr>

Publié le 12 octobre 2017.